

enquête

A man in a white shirt is shown from the side, reaching up and throwing a large quantity of white paper into the air. The paper is captured in mid-air, creating a dense, chaotic cloud that fills most of the frame. The background is a clear blue sky with some light clouds. In the lower part of the image, a building and some greenery are visible, suggesting an outdoor setting. The overall scene conveys a sense of action and protest.

**LA BATAILLE
POUR SAUVER
L'USINE**

Les papetiers de Wizernes, dans le Pas-de-Calais, luttent pour sauver leur usine. La multinationale française Sequana se débarrasse de ses centres de production ArjoWiggins et de ses prestigieuses marques de papier pour vendre celui des autres. La CGT soupçonne des connivences entre géants mondiaux du secteur.



Jean-Luc voit tout. De sa cabine, il contrôle l'entrée principale de la papeterie et surveille, sur les 16 écrans de contrôle, les treize hectares du site. Dernière année de travail avant de prendre sa retraite. La tâche est monotone. Plus rien ne sort depuis l'arrêt des machines, en juin 2015. Avant, six personnes vérifiaient les entrées et sorties de 80 camions quotidiens transportant matière première ou produits finis : 150 000 tonnes annuelles de papier couché pour les ouvrages d'édition, les catalogues et les prospectus. Une ruche de 307 salariés, tous héritiers d'une tradition papetière séculaire (lire encadré « Wizernes, la fibre papetière depuis 500 ans »). Ce n'est pas qu'une usine, c'est leur histoire que défendent les salariés « d'Arjo » en lutte depuis deux ans. L'année dernière, la CGT a installé un conteneur face à la cabine de Jean-Luc. Les militants y veillent 24 heures sur 24 pour éviter le démantèlement de leur outil de travail mis « *sous protection en attendant un repreneur* ». Ici, tout le monde garde en mémoire le ferrailage sauvage des machines des confrères de l'usine International Paper de Maresquel. On ne les y prendra pas. Par précaution, les autres entrées de Wizernes ont été soudées. « *C'est un gâchis phénoménal. Fallait faire un coup de poker et c'est sur nous que c'est tombé. On est passé à la trappe pour une question de fric* », regrette Jean-Luc.

« Surcapacité de 20 % »

Avril 2014. La fermeture de trois usines ArjoWiggins dont deux en France, Charavines en Isère et Wizernes dans le Pas-de-Calais, est annoncée en comité central d'entreprise. Raison invoquée par la direction : l'arrivée du numérique, « *imprévisible* » selon elle. « *La baisse*

de 8 % chaque année de la consommation de papier d'impression et d'écriture» produit par ces deux usines entraîne irrémédiablement «une surcapacité de 20 %». Ce refrain, Franck Sailliot, délégué syndical CGT du site, le connaît bien. Depuis des années, Sequana, maison mère française d'ArjoWiggins et l'un des leaders mondiaux du secteur papetier, utilise cet argument pour brader ou fermer ses usines à tour de bras. « Si tu veux fermer une usine, tu dégrades artificiellement les comptes de l'entreprise en contractant un gros crédit pour acheter une machine inadaptée et sans commandes : la coucheuse 6. Et tu justifies que ce n'est pas rentable. »

Franck pointe Pascal Lebard, le nouveau PDG arrivé à la tête du groupe papetier en 2008 pour opérer cette restructuration géante. « Avant son arrivée, ArjoWiggins avait une gamme de produits extrêmement large. Il a tout saboté. » Rien qu'en France, il y a eu la suppression de 70 % du personnel de recherche en 2008 (Isère), la fermeture de l'usine des mythiques calques Canson à Annonay (Ardèche) en 2009, la cession du site des papiers décor, abrasifs et beaux-arts Arches (Vosges) un an plus tard, la fermeture de l'usine de packaging de luxe et de papiers fins pour la communication et la publicité à Rives (Isère) en 2011, et l'usine de billets de banque de Crèvecœur-en-Brie (Seine-et-Marne) a failli être sur la sellette. Il reste moins de dix sites ArjoWiggins en France. Dans le reste du monde, c'est le même scénario (lire notre encadré « Chiffres clés », page 24).

« Le Auchan du papier »

Surcapacité, vraiment ? Le marché mondial du papier, toutes applications confondues, croît. De nouveaux marchés s'ouvrent et de nombreux secteurs ont encore de beaux jours devant eux.

Mais cotée à la bourse, Sequana a choisi de se recentrer sur des activités plus rentables : la production de papier d'ArjoWiggins est abandonnée au profit d'Antalis, sa filiale distribution et communication. « Sequana veut devenir le Auchan du papier, un simple revendeur. Plus de production, tu as juste besoin d'ordinateurs, d'un logiciel, de trois commerciaux et tu sous-traites le transport. Comme ça, pas d'investissements lourds ! » dénonce Patrick Bauret, en charge du secteur papeterie à la Filpac-CGT. La branche ArjoWiggins est passée de 1,8 milliard d'euros de chiffre d'affaires en 2008 à 900 millions en 2015. Et Antalis rachète des sociétés par paquets de six, comme elle l'a fait l'année dernière.

Sequana éponge sa dette sur la bête

Le problème, c'est que cette restructuration massive se fait avec la bénédiction de la Banque publique d'investissement (BPI),



ROMAIN GICQUAUX

Depuis deux ans, Franck Sailliot, DS CGT de l'usine d'ArjoWiggins de Wizernes et responsable à la Filpac-CGT (1^{er} à gauche) mobilise salariés et militants autour de la sauvegarde de l'usine. 320 salariés en dépendent.



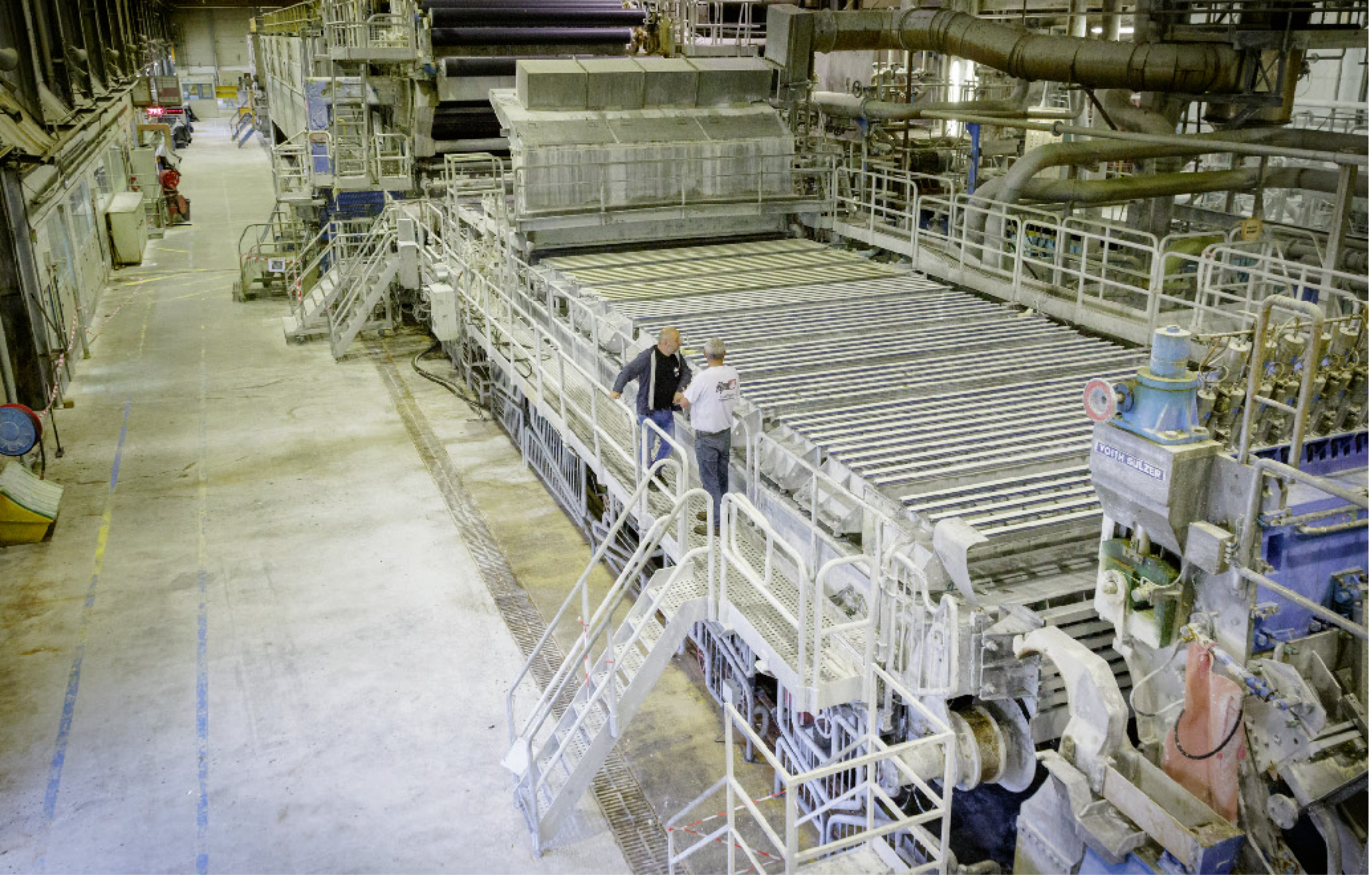
DANIEL MAUNOURY

Une des machines de l'usine ArjoWiggins de Wizernes. Les ouvriers montent la garde pour éviter le démantèlement de l'outil de production.

« Sequana veut devenir le Auchan du papier, un simple revendeur. Plus de production, tu as juste besoin d'ordinateurs, d'un logiciel, de trois commerciaux, et tu sous-traites le transport. »



chantier phare de François Hollande. Entrée au capital de Sequana en 2012 alors que le groupe, plombé par sa dette de 800 millions d'euros, est en pleine restructuration, la BPI met 150 millions d'euros dans le groupe et devient actionnaire principal du papetier en acquérant 20 % du capital. En 2014, rebelote. La BPI réalise une nouvelle recapitalisation « pour financer son plan de transformation » et « assainir la situation financière de la filiale ArjoWiggins ». Elle injecte 65 millions d'euros avec les deux autres grands actionnaires, Exor SA et Allianz. Conséquence : la dette est considérablement baissée et renégociée dans le temps auprès des banques, passant de 400 à 125 millions d'euros. De l'argent frais, public, pour éponger les dettes d'un groupe capitaliste. Cette année-là, c'est l'usine Wizernes qui est en jeu. « Nous étions à



R. GICQUAUX / ETHNOS COP

Avec ses 90 mètres de long, la « machine à papier n°5 » est le cœur de l'usine de Wizernes. Quatre salariés y travaillaient 24 heures sur 24 heures. En 2005, la «MAP 5» produisait quotidiennement l'équivalent de la distance Calais-Madrid en papier!

deux doigts du redressement judiciaire et voulions éviter le cercle infernal des impayés sur les fournisseurs et la trésorerie qui s'effondre. Nous avons conclu que Sequana ne pouvait plus soutenir Charavines et Wizernes. Oui, nous avons encouragé ces fermetures pour sauver le reste. C'était ça ou tout était par terre», justifie-t-on au ministère de l'Économie, qui prend pleinement part à cette «douloureuse» décision.

Les limites de la loi Florange

L'État assure avoir tout tenté pour sauver l'usine, invoquant la loi Florange, autre mesure symbolique du quinquennat. Mais elle est insuffisante. L'obligation légale de chercher un repreneur n'impose aucun résultat. Le vendeur doit justifier ses démarches et argumenter en cas de refus, point. «Juge et bourreau en même temps, c'est ArjoWiggins qui valide les repreneurs. C'est honteux», tempête Patrick Bauret, de la Filpac-CGT.

D'ailleurs, une clause de non-concurrence s'est glissée subrepticement dans l'offre de vente de Sequana, retirée sur protestation du syndicat. «C'est comme si vous vendiez une voiture et qu'il n'y avait pas de moteur», ironise Jean-Luc Choignet, secrétaire du CE d'Arjo. Un repreneur, le groupe Green Elephant, voulait transformer Wizernes en usine d'étiquettes de conditionnement pour l'industrie et l'adosser à l'usine voisine aux routiers de pâte à papier, Stora Enzo, fermée depuis 2012 à Corbehem. Après plus d'une année de tractation, ce projet n'a pas vu le jour. «C'est vrai que nous n'avons pas de fonds propres, tout était emprunté. On m'a dit aussi que les fonds russes et

Déboutés deux fois par la juridiction administrative, les papetiers ont saisi le Conseil d'État pour contester leur PSE et attendent leur audience.

moyen-orientaux que je sollicitais étaient opaques. Ils sont pourtant adossés à un fonds d'investissement britannique homologué à la bourse de Londres et qui a pignon sur rue, fonds qui habituellement ne pose problème à personne. Quand on veut tuer son chien, ne dit-on pas qu'il a la rage?» s'interroge François Vessière, le porteur du projet. «Le business plan n'est jamais arrivé» et «les motivations du repreneur n'étaient pas claires», répond-on au ministère. En tout, cent quarante-huit acquéreurs potentiels auraient été sollicités, sans succès.

Une usine qui a du potentiel

Faut-il comprendre que Wizernes est complètement *has been*, vouée à la boule de démolition et au chalumeau? Ce n'est pas ce que pensent de nombreux observateurs, et en particulier Nicolas Cicoria, consultant de l'agence Map Partners, qui a audité avec la Secafi le site de Wizernes pour la communauté d'agglomération de Saint-Omer. «Hormis le handicap qu'elle ne fasse pas de pâte à papier, l'usine de Wizernes peut fabriquer un grand éventail de produits, dispose de coucheuses pour améliorer les proprié-

CHIFFRES CLÉS ARJOWIGGINS

2008	1,3 million de tonnes de papiers fabriquées	1,8 milliard d'euros de CA	7 300 collaborateurs	30 sites de production dans le monde
2015	560 000 tonnes	900 millions d'euros de CA	3 500 collaborateurs	16 sites de production

tés d'un papier (brillance, lissé, graisses...), l'atelier découpe est bien fourni avec quatre grosses coupeuses, la position géographique entre le Benelux, la Grande-Bretagne et la région parisienne est stratégique. » Il conclut que « les possibilités de reconversion sont diverses en fonction des marchés possibles et des niveaux d'investissement à réaliser sur la ligne de production ». Un état des lieux qui tranche avec le fatalisme du PDG pour qui « il n'y a rien à faire, l'usine est intransformable » et puis « ça vaudrait quatre à cinq fois plus cher que de fermer ». Pascal Lebard a peut-être la bosse du commerce, les chiffres et l'imagination lui font défaut. Avec 42 millions d'euros provisionnés pour la restructuration, la Filpac-CGT aurait bien des projets à lui souffler. « Sequana n'a jamais voulu vendre ni cherché de nouveaux débouchés. Il y aurait pourtant beaucoup à faire : développer les marchés d'Europe de l'Est, la pâte recyclée, les papiers intelligents (étanches à l'eau, l'huile, la vapeur) », énonce Patrick Bauret. La Filpac exige la préemption de l'usine par les pouvoirs publics.

Monopoly géant ?

En fait, la fédération CGT soupçonne une entente illicite entre les principaux groupes papetiers mondiaux pour réduire la production de papier en Europe et en faire remonter le prix. Pour elle, Sequana a choisi de réorienter son activité vers la distribution de papier produit par d'autres, les groupes UMP et Stora Enzo, et d'abandonner la production. « Il y a des ententes, oui, comme il y en a eu sur bien d'autres produits, mais impossibles à démontrer », lance François Vessière. Dans le milieu, ils sont nombreux à penser cela. Alors, si l'État français ne soutient pas son industrie nationale, il faut aller plus haut. L'avocat Fiodor Rilov va saisir l'OCDE pour dénoncer ces pratiques de concurrence déloyale.

« Une entente sur le partage du marché avec les autres papetiers européens ? Pur fantasme », réfute le PDG de Sequana. Cette hypothèse est pourtant loin d'être farfelue. Sequana a été condamnée par deux fois pour ce motif. En 2001, l'Union européenne épinglait ArjoWiggins pour entente illicite sur la fixation des prix de papiers autocopiants et le partage du marché entre neuf autres sociétés. « Principal instigateur du cartel », ArjoWiggins a écopé de la plus lourde amende, 185 millions d'euros.

Sophie Babaz

■ L'industrie papetière mondiale en 2013 (en milliers de tonnes)*

Papiers et cartons: **402 605** en 2013 contre **340 467** en 2003, dont un quart produit en Europe

La Chine est le premier producteur mondial, suivie des États-Unis et du Japon

L'Allemagne est le premier producteur européen

Avec **313** kg/an, la Belgique détient le premier rang mondial en termes de consommation de papier et carton par habitant

* Source: Rapports statistiques 2013 et 2014 de la Copacel (Union française des industries des cartons, papiers et celluloses)

L'INDUSTRIE PAPIÈRE FRANÇAISE EN 2013



Wizernes, la fibre papetière depuis 500 ans

Si vous êtes amateur de Scrabble, vous connaissez sûrement l'Aa, ce petit fleuve du Pas-de-Calais qui permet de « caser » vos derniers A... L'Aa est le berceau d'une riche activité papetière dès le XV^e siècle. Son débit et sa pente ont permis l'installation de nombreux moulins pour l'huile, la farine, les tanneries et le papier. On en compta plus de 90. L'usine ArjoWiggins de Wizernes est la descendante d'une entreprise fondée au milieu du XIX^e par une famille de marchands de Saint-Omer, les Dambricourt. Sentant le vent venir, ils achetèrent une dizaine de moulins le long de l'Aa pour la fabrication du papier. Les deux moulins à blé et papier du Choquet, où se trouve l'actuelle usine ArjoWiggins, firent partie de leurs acquisitions. À cette époque, on fabrique encore le papier à la main, à base de chiffon broyé. Sa qualité est telle qu'elle concurrence le beau papier hollandais... Le début du XX^e siècle marque l'apogée de l'entreprise Les Papeteries de l'Aa. L'usine de Wizernes possède une machine à papier qui fabrique des journaux à base de paille, bois et produits chimiques. Six cents personnes y travaillent. C'est l'une des plus grandes papeteries de France, après celle Darblay. Après la Seconde Guerre mondiale, elle se lance dans le papier couché de grande qualité, mais la crise pétrolière et les erreurs stratégiques entraînent le dépôt de bilan en 1981. Reprise – en partie – en 1986 par la famille Arjomari-Prioux, elle abrite une immense machine à papier, l'une des plus modernes d'Europe pour l'époque, et peut produire 130 000 tonnes de papier par an. Nos militants CGT ont pour la plupart été embauchés à cette époque. Ils sont en quelque sorte les héritiers des petits artisans au bord de l'eau. S. B.

« Notre salut passera par l'innovation »

François Vessière est président du centre technique du papier, laboratoire de recherche et développement et organe de veille économique des professionnels du secteur papetier. Un secteur loin d'être sans avenir, mais qui doit être soutenu par les citoyens et les pouvoirs publics. Entretien.

Le secteur papetier est-il fichu avec les nouvelles technologies ?

Oui et non. Ça dépend de quel papier et de quelle région du monde nous parlons. À l'échelle de la planète, la consommation de papier croît parallèlement à l'augmentation de la population et des échanges. Le papier d'emballage et d'hygiène (mouchoirs, couches, toilette...) marche bien. Inversement, le papier d'impression et d'écriture, comme le produisait l'usine de Wizernes, est en déclin. En Europe, la baisse est de l'ordre de 5 à 10 % par an. La dématérialisation de l'informa-

tion fait disparaître ce type de produit. Par contre, les magazines, beaux livres, le papier photo, bref, les supports qui structurent la pensée et font réfléchir, eux, ne sont pas en déclin. Il y a aussi des opportunités à saisir dans le recyclage. Étant donné la lutte contre la pollution atmosphérique et la raréfaction du pétrole, le papier retrouve ses lettres de noblesse. Du coup, la réglementation suit. Le 1^{er} juillet, la France a interdit les sachets en plastique dans les commerces. Ça sera bientôt au tour des gobelets et des assiettes.



ROMAN KERLOCH/CTP

Pourquoi tant d'usines papetières ferment alors ?

L'État français ne soutient pas son industrie lourde, c'est un fait, et ce, depuis des décennies. Il faut arrêter



COMPRENDRE SA RETRAITE

DEMANDER SA RETRAITE

PRÉPARER SA RETRAITE

FAIRE LE POINT SUR SA RETRAITE

Sur agirc-arrco.fr, votre retraite au bout des doigts.

Accédez à votre relevé de situation

Prenez rendez-vous avec un conseiller

Demandez **votre retraite complémentaire en ligne**

Simulez votre retraite et bien plus encore dans votre espace personnel...

RETRAITE COMPLÉMENTAIRE
agirc et arrco
Votre retraite, on y travaille

PH. J.P. ADRES FR

les formules incantatoires « *gardons nos usines en France* » et agir. Ensuite, la sphère financière française rêve de retours trop élevés. Si elle n'a pas 12% minimum de rentabilité, elle ne trouve pas d'intérêt à investir. En Allemagne, les bailleurs de fonds se lancent aux côtés des PME à 5%. Chez nous, les banques ou les grandes familles riches préfèrent investir dans des secteurs « booming » du numérique plutôt que dans des secteurs traditionnels. J'ajouterais que la régle-

mentation française changeante n'offre aucune visibilité aux investisseurs.

Que peut-on faire ?

En premier lieu, favoriser le *made in France*. Pour moi, la régulation viendra d'abord des citoyens, quand ils trouveront ridicule d'importer les matières premières de l'étranger à des sommes astronomiques. Espérons que les gouvernements suivent... On pourrait imaginer taxer plus les importations sauvages provenant

d'Asie, mais l'Europe ne laissera pas faire. Avec notre filière nucléaire, nous pourrions également garantir un prix de l'électricité bas aux industriels. Ce poste représente 15 à 20% du coût total de production ! Mais là encore, nous sommes tenus aux tarifs imposés par l'Europe. Notre salut passera par l'innovation. Il faut se battre et être plus malins que les autres !

Propos recueillis par S. B.

Placer Wizernes « sous protection de l'État » ?

Et si sauver Arjo passait par la préemption. Irréaliste ? Pourtant ailleurs des exemples existent.

La préemption ? Les papetiers y pensent pour le site de Wizernes et l'usine sœur de Corbehem. En 2014, ils ont fait signer une pétition à 320 de leurs élus pour faire appliquer ce droit contenu dans le Code d'expropriation pour cause d'utilité publique et « *placer le site sous la protection de l'État* » en attendant de trouver un repreneur. Mais quand il faut passer à l'acte, silence radio chez les édiles. « *Nous ne pouvons pas mettre une usine sous cloche. Les collectivités ne sont pas riches. Nous préempterons uniquement s'il y a un repreneur en face* », se défend François Decoster, président de la communauté d'agglomération de Saint-Omer. Même réponse du conseil régional des Hauts-de-France : « *On n'a pas de vocation à faire tourner les usines.* » Quant aux militants réunis, lors d'une soirée sur la loi « travail », à la salle municipale de Wizernes, ils comprennent qu'« *en France, la propriété privée est bien protégée* ». Mais ailleurs, certains élus sont passés à l'acte. Ce fut le cas en 2013 pour la papeterie que M-Real ne voulait plus vendre. « *On a fait un conseil municipal à l'intérieur de l'usine pour montrer qu'on était chez nous et on a pris un arrêté d'expropriation. Dix autres mairies et le conseil général suivirent* », raconte Gaétan Levitre, ex-maire d'Alizay (Eure), aujourd'hui élu au conseil départemental. Les 23 millions d'euros déboursés par le biais de l'établissement public foncier régional pour l'achat du terrain et de l'usine ont été rapidement remboursés par le repreneur. « *Pour vous donner une*



10 avril 2014, coup de tonner à Wizernes. Sequana annonce la fermeture du site, la mobilisation est immédiate

R. GICQUAUX/ETHNOSCOPE

idée, le budget de mon département est de 600 millions d'euros. Donc 23 millions à plusieurs était réaliste. Et ça n'a coûté à ma mairie que 10000 euros de frais d'avocat. » Même chose en Isère, où la papeterie de Voreppe a été relancée par deux fois grâce à l'intervention des collectivités territoriales. Les nouveaux repreneurs investiront 50 millions d'euros pour moderniser l'usine aujourd'hui spécialisée dans la pâte à papier recyclée. Démarrage prévu en fin d'année. Autre cas, mais dans l'agroalimentaire, avec le thé Fralib et les glaces Pilpa. Chez cette dernière, c'est la communauté d'agglomération de Carcassonne qui a racheté le terrain au groupe britannique R&R Ice Cream permettant à la Scop La Fabrique du Sud de voir le jour. Chez Fralib, la Communauté urbaine de Marseille a racheté pour 5,3 millions d'euros le site et les bâtiments à une société immobilière, évitant l'expulsion des militants et obligeant les protagonistes à reprendre les négociations. Il ne faut pas oublier les machines, rétrocédées à la Scop pour l'euro symbolique quand le conflit fut terminé. S. B.

DISPARITION
Marc Peyrade, ancien secrétaire général de la Filpac CGT, est décédé vendredi 26 août à 54 ans, d'une longue maladie. Marc, typographe de métier, alliait chaleur, modestie, capacité d'analyse et force de conviction exceptionnelles. Élu en 2007 à la tête de la Filpac, il y joue un rôle déterminant, efficace et apprécié en particulier face aux mutations de la profession. Malgré la maladie, Marc a combattu jusqu'au bout. Il était notamment présent aux côtés des ArjoWiggins. Il repose désormais au Père-Lachaise, à Paris.